



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

255 | Juillet-Septembre 2011
Conflits en Afrique

Zanzibar, si loin de Dieu et si près du continent

Nathalie Bernardie-Tahir



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/6269>

DOI : 10.4000/com.6269

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2011

Pagination : 322-341

ISBN : 978-2-86781-697-0

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Nathalie Bernardie-Tahir, « Zanzibar, si loin de Dieu et si près du continent », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 255 | Juillet-Septembre 2011, mis en ligne le 01 juillet 2014, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/6269> ; DOI : 10.4000/com.6269

Zanzibar, si loin de Dieu et si près du continent

Nathalie BERNARDIE-TAHIR¹

Lors de mon premier voyage à Zanzibar, j'avais pris l'avion à Paris, direction Amsterdam puis Dar es Salaam où j'arrivais après quatorze heures de vol. Le lendemain matin, j'embarquais à bord d'un vieux cargo-ferry pour Zanzibar dont je n'entrevis les rivages qu'en fin d'après-midi ! L'archipel m'était ainsi apparu presque aussi loin de la côte continentale que la Tanzanie de l'Europe ... et pourtant, à bien regarder la carte, à peine une quarantaine de miles seulement séparent l'île du continent. La distance entre ces deux entités territoriales semble donc ici toute relative, bien moins euclidienne que ressentie, moins kilométrique que topologique si l'on en juge par le rapport tumultueux voire conflictuel que l'archipel entretient avec « son » *mainland*. Car la discontinuité maritime créée par cet étroit bras de mer délimite deux territoires aux relations complexes et tourmentées, pris dans les contradictions de forces centrifuges et centripètes qui menacent de faire éclater cette si jeune République de Tanzanie.

Situé à quelques degrés au sud de l'équateur, l'archipel de Zanzibar est constitué de deux îles, l'île principale d'Unguja (1664 km²) et l'île de Pemba (868 km²), elles-mêmes entourées d'une multitude d'îlots². Derrière l'image paradisiaque et enchanteresse de l'île aux mille et une nuits, Zanzibar est en réalité un territoire pauvre, ravagé par la malaria et en mal de démocratie. Une situation économique et géopolitique qui n'est pas sans rappeler celle du Mexique que son leader, Porfirio Diaz, avait décrite il y a plus de cent trente ans par la formule devenue célèbre :

Pauvre Mexique, si loin de Dieu et si près des États-Unis,

¹ GEOLAB UMR 6042, Université de Limoges ; mél : bernardie.tahir@orange.fr

² L'île d'Unguja ainsi que la capitale portent aussi le nom de Zanzibar, d'où de fréquentes confusions entre l'archipel, l'île ou la ville homonyme.

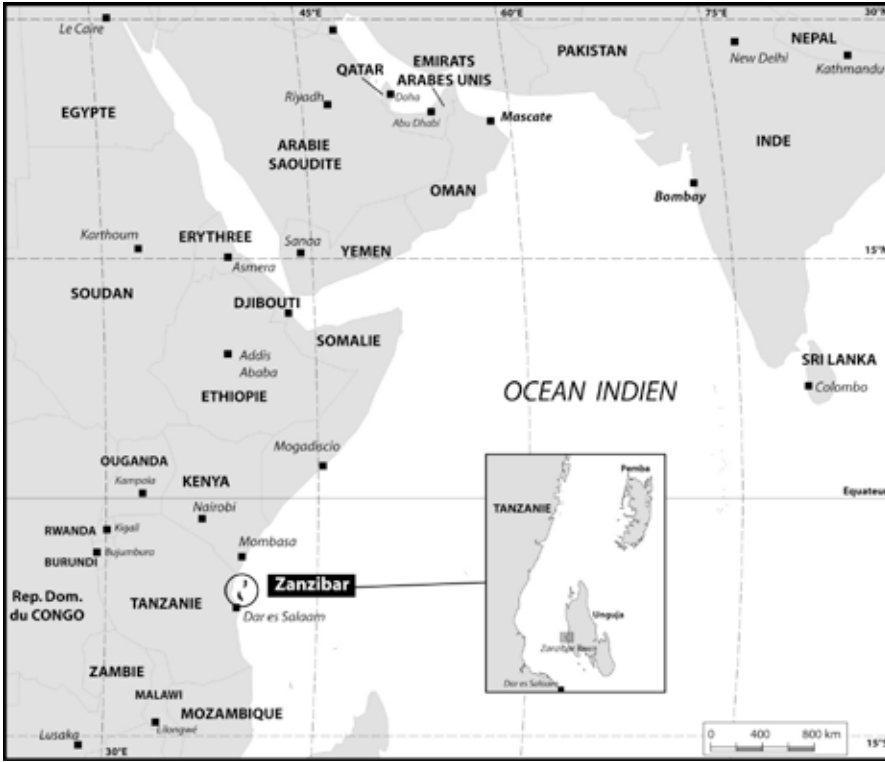


Figure 1 – Localisation de l’archipel de Zanzibar

résumant ainsi les tourments d’un pays manifestement délaissé par Dieu et souffrant des appétits conquérants de son voisin du Nord. Car, semblable à ces moais de l’île de Pâques tournant le dos à la mer, Zanzibar tourne résolument le dos au *mainland* depuis son intégration controversée – que d’aucuns qualifient même de « forcée » – à la République Unie de Tanzanie, née en 1964 de l’union du TANganyika et de ZANzibar. Cette île qui, pendant des siècles, fut le pivot central d’un système articulant un arrière-pays continental avec un immense avant-pays maritime indioocéanique, condamne ce rattachement qui signe pour elle une forme de relégation géographique. Ile-charnière entre les mondes africain et indien, Zanzibar vit mal, très mal ce qu’elle considère comme un processus « d’africanisation » qui tendrait à en faire une île-frontière, aux confins d’un territoire dont elle ne serait plus qu’une simple annexe territoriale.

L’exemple zanzibari représente un bon cas d’école dans la problématique des relations îles-continent par ailleurs diversement explorée dans les travaux de Christian Fleury (2006), Françoise Péron (1993), André-Louis Sanguin (2007), François Taglioni (2005, 2006, 2010), Anne Meistersheim (2001,

2007, 2008), etc. Nous n'approfondirons pas outre mesure la dimension sémantique du couple île/continent, mais il semble bon de rappeler, à la suite de Jean-Louis Tissier, que

l'antonyme d'insularité est logiquement continentalité. (Tissier, 2008, p.9).

Roger Brunet le précise également dans son dictionnaire :

Du latin *cum* et *tineo*, tenir ensemble, (le continent est une) vaste étendue de terre d'un seul tenant, par opposition aux îles et archipels que la mer fractionne. (1992, p. 115).

Ainsi dans sa configuration même, l'île serait le contraire du continent. Les manifestations de ces tensions identitaires entre île et continent sont légion, mais prennent toutefois deux formes distinctes selon que l'île est politiquement dépendante du continent, de « son » continent – dans le cadre de statuts aux contours néanmoins très variables –, ou bien qu'elle est indépendante de la région continentale proche.

Le premier cas de figure – qui est celui qui nous intéresse ici – est diversement illustré en Méditerranée où l'essentiel des îles sont sous la tutelle politique d'un continent. On pense par exemple à la Sicile ou à la Sardaigne, non loin des côtes péninsulaires italiennes, aux Baléares proches des rivages catalans ou encore à la Corse, « la plus proche des îles lointaines » selon la formule consacrée. Dans un article récent, Anne Meistersheim évoque le *riacquistu*, qui signifie « réappropriation » en corse :

réappropriation de la langue, des expressions artistiques et culturelles, des savoir-faire, réactivation ou recréation d'une forme d'identité collective, réappropriation de l'Histoire, (Meistersheim, 2008, p. 407),

autant d'initiatives qui s'inscrivent dans la volonté nette de se différencier d'un continent considéré comme néo-impérialiste. À propos de la relation entre les îles du Ponant et le continent français, Françoise Péron dresse également ce constat d'une identité insulaire qui s'inscrit d'abord en rupture avec le continent.

Les insulaires se considèrent comme différents, ce qui de leur point de vue leur confère des droits et leur permet d'affirmer un vif sentiment d'indépendance face au continent [...]. En tout cas, si la différence entre les îles et le continent est survalorisée, elle demeure, comme par le passé, de nature essentiellement culturelle et elle n'en existe pas moins dans les esprits, en tant que 'valeur insulaire'. (Péron, 1993, p. 78-79).

À Zanzibar en revanche, la situation est nettement plus tendue et les relations entre l'archipel et le continent se sont à ce point détériorées qu'elles laissent craindre l'implosion de l'Union tanzanienne. Les dernières décennies

DIRE : L'identité est un discours, un récit. « Dans le mouvement et le sentiment de désordre, il faut survivre. [...] Le mythe, alors, offre le premier instrument de remise en ordre d'un monde sur lequel on croit n'avoir pas de prise. [...] Si elle est mythe, l'identité plus largement est discours, mieux encore récit ».

RELIER : Pour construire l'identité, il faut apprendre à transcender toutes les discordances internes en produisant une histoire fictive. « L'émergence de l'individu en tant que personne se fonde sur la reconnaissance d'une double relation qui le situe face à l'Autre. [...] La théorie de l'identité narrative [...] permet de replacer les rapports humains dans le temps et, donc, de gérer les changements qui pourraient apparaître comme discordants lors de l'affirmation de l'identité ».

CHOISIR. L'individu doit choisir l'identité à laquelle il souhaite être rattaché. « L'individu se trouve donc toujours à l'intersection de plusieurs groupes d'appartenance, il a le choix de se rattacher aux uns ou aux autres [...] La fonction du récit identitaire est d'orienter ce choix, de rendre normal, logique, nécessaire, inévitable le sentiment d'appartenir, avec une forte intensité, à un groupe ».

DISTINGUER. L'identité se forge à travers la distinction. « Le récit identitaire [...] doit conduire à distinguer l'un de l'Autre, de manière à exclure l'Autre, à en faire un responsable, un péril ».

RASSEMBLER. Le récit identitaire est fédérateur autour de quatre points essentiels : le temps (invention de traditions), l'espace (création de lieux identitaires), la culture et la religion (production de symboles forts). « Si le récit identitaire rassemble à un moment donné, dans une conjoncture donnée, c'est au prix d'une réorganisation du temps, de l'espace, de la culture, des croyances, qui homogénéise dans l'action immédiate des êtres dont la réalité vécue a dû subir des amputations ».

OBTENIR. La production de l'Identité a un but : obtenir un avantage. « Qui dit lice où se rencontrent des communautés en conflit, impliquent qu'elles recherchent quelque chose et qu'elles déploient des efforts pour y parvenir ».

CHANGER. La mobilisation identitaire vise à obtenir un changement de la situation politique du groupe. « Ainsi, les récits identitaires visent-ils à mobiliser derrière certaines organisations disant représenter une communauté tout entière en vue de modifier la position de cette communauté dans les rapports de pouvoir ».

ECHANGER. L'échange avec l'Autre est le meilleur remède au totalitarisme identitaire. « Face au mythe crispé des origines, on voit que peut se concevoir une utopie inclusive qui ne renie pas, mais au contraire amplifie le plaisir de se reconnaître dans une culture pour mieux en échanger les richesses avec d'autres ».

(Source : Martin, 1994b)

Tableau 1 – La fabrique politique de l'identité selon Denis-Constant Martin

ont été marquées par la montée d'un fort ressentiment insulaire, confinant au conflit ouvert lors des trois épisodes de consultation électorale des années 2000. Au fil des années, l'identité collective insulaire s'est de fait considérablement renforcée au point de servir de fondement à la légitimation de la revendication autonomiste. Cette dialectique générale bien connue s'exprime, dans le cadre insulaire, à travers l'articulation des deux notions d'îlétité et d'insularisme,

la première correspondant à la déclinaison insulaire de l'identité territoriale, fondée sur la construction d'un sentiment marqué d'appartenance et d'identification des insulaires à leur île, la seconde représentant l'ensemble des discours et actions politiques mus par l'îléité (Meistersheim, 2001). Ce processus est très finement décrit par Denis-Constant Martin (1994b) qui a détaillé les huit étapes dialectiques de l'identification à des fins politiques, résumées par nous dans l'encadré ci-contre (tabl.1).

À la lumière de ces analyses particulièrement éclairantes, il s'agit ici de procéder à l'autopsie du conflit qui oppose Zanzibar au *mainland* tanzanien. Mille et une fractures cisailent la société zanzibari et produisent, nous le verrons, des identités très éclatées. Dans ce contexte, nous essaierons de comprendre les mécanismes de la fabrique identitaire collective à l'œuvre en analysant notamment la manière dont le « dire », « relier », « choisir », « distinguer » et « rassembler » synthétisés par D. C. Martin sont mobilisés. Une fois cette îléité construite, les revendications et le combat politiques peuvent se déclencher au nom de la défense de l'identité collective. L'« obtenir » et (peut-être ?) le « changer » sous-tendent ainsi l'émergence d'un « zanzibarisme » qui se traduit par tous les degrés de la lutte politique larvée jusqu'à l'explosion d'un conflit ouvert avec les autorités continentales.

I - Une société aux mille et une fractures

L'histoire de Zanzibar est celle d'une extraversion pluriséculaire qui a forgé une société cosmopolite, traversée de profondes disparités socio-culturelles.

1 - Une mosaïque ethnique : du cosmopolitisme au communautarisme

Du XI^e au XIX^e siècles, de longs cycles d'échanges commerciaux entre les côtes d'Afrique de l'Est et le monde arabe ont produit une culture originale, la culture swahili, qui a durablement imprégné l'ensemble des sociétés des rivages est-africains. Puis, après une parenthèse portugaise d'un siècle et demi qui lia l'île aux différents comptoirs lusophones de l'océan Indien comme Goa par exemple, Zanzibar bascula totalement sous l'influence du Sultanat d'Oman à partir de l'extrême fin du XVII^e siècle. La société zanzibari s'est ainsi longuement nourrie des flux réguliers de populations omanaises ou yéménites qui jouaient un rôle majeur dans l'animation des activités commerciales de l'île (articulées autour du triptyque esclave/ivoire/girofle), mais aussi d'immigrants indiens principalement originaires de la région du Gujarat.

Plaque tournante des échanges entre le continent africain et le monde indiaoocéanique, Zanzibar devint parallèlement une île à plantation avec le développement de la culture giroflière au XIX^e siècle. Une partie des esclaves africains qui transitaient par l'archipel fut dès lors rachetée sur place pour répondre au besoin de main-d'œuvre. Cette nouvelle orientation économique eut pour conséquence de modifier complètement la structuration ethnique de la société insulaire : plus des deux tiers des habitants recensés dans l'île en 1846 étaient des esclaves africains.

Puis, à la fin du XIX^e siècle, les Anglais firent leur apparition sur la scène politique de Zanzibar dont ils firent un protectorat après avoir aboli l'esclavage. Ils y restèrent jusqu'à l'Indépendance proclamée en 1963.

Brossée à grands traits, l'histoire du peuplement de Zanzibar reflète la récurrence des mouvements migratoires à l'origine d'une société profondément multiculturelle, composée de communautés arabes, africaines ou indiennes, plus ou moins clivées et elles-mêmes très hétérogènes (fig.2). Dans une large mesure aggravée par le colonialisme anglais, cette fragmentation ethnique n'en forme pas moins une grille de lecture opérante du fonctionnement de la société insulaire comme le faisait justement observer Ariel Crozon.

La société zanzibarie ne s'était jamais pensée comme un groupe homogène, mais comme une juxtaposition de communautés liées les unes aux autres par des rapports de domination et de relations inégalitaires. (Crozon, 1998, p. 78).

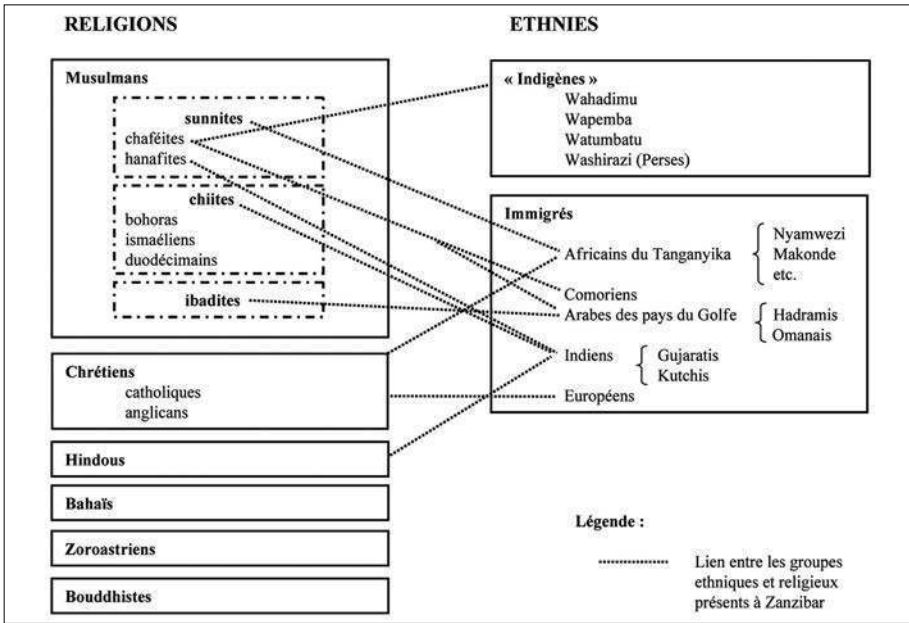
Ce cosmopolitisme de façade s'est ainsi traduit dans la réalité par un communautarisme d'autant plus marqué qu'il a été profondément instrumentalisé par les leaders de la Révolution de 1964 à l'origine d'un rapport de force binaire opposant les « Arabes » (incluant plus largement les Arabes des pays du Golfe, les Indiens et les Comoriens) et les « Africains » (pour l'essentiel originaires du Continent). Cette représentation très manichéenne de la structure sociétale insulaire résiste mal à l'analyse, tant elle efface non seulement un certain nombre de divisions ethniques, mais aussi et surtout d'importantes lignes de fractures sociales non superposables aux précédentes.

2 - De profondes disparités sociales et culturelles

Car l'image d'une communauté arabe riche ayant lourdement et longuement opprimé une communauté africaine mise en esclavage relève d'un fantasme, voire d'une propagande mise en œuvre par le parti révolutionnaire pro-africain au moment du coup d'État de 1964. Le groupe arabe d'une part apparaît très hétérogène. Si les quelques familles omanaises proches du Sultan formaient une véritable oligarchie terrienne, la plupart des arabes sont au contraire de petits planteurs ou de petits commerçants peu fortunés,

Communautés ethniques%					Communautés religieuses%	
Africains	Indigènes	Arabes	Indiens	Autres	Musulmans	Autres (Chrétiens, Hindous..)
19,5	56	17	6	1,5	97	3

*Seuls les recensements réalisés sous protectorat britannique (le dernier datant de 1948) indiquaient la composition ethnique de la population de Zanzibar.



(Sources : *Census of the Zanzibar Protectorate* (1948), d'après Loimeier, 2008).

Figure 2 - Structures ethnique et religieuse de la population zanzibari* : en pourcentage et selon les liens existant entre les groupes ethniques et religieux

particulièrement nombreux sur l'île de Pemba, plus éloignée du pouvoir central. Le groupe africain n'offre pas une plus grande homogénéité, incluant tout autant les autochtones – les Shirazi – que les descendants d'esclaves et les migrants originaires du continent. Si les premiers s'inscrivent dans un large éventail de situations sociales – généralement meilleures à Pemba qu'à Unguja –, les derniers notamment forment la classe la plus pauvre et la plus stigmatisée de la société insulaire. La communauté indienne enfin n'a elle aussi de réalité que le nom, tant les origines géographiques, les affiliations religieuses mais surtout les niveaux de revenus sont divers.

Les profils sociaux sont donc profondément disparates dans cet archipel dont les deux îles principales, Unguja et Pemba, présentent également, à une autre échelle, deux entités culturelles et sociales très distinctes. Si les inégalités sociales sont criantes à Unguja, notamment entre les grands propriétaires terriens omanais et un grand nombre de misérables travailleurs agricoles africains, elles sont très atténuées à Pemba caractérisée par une majorité de petites exploitations ayant peu fait appel à la main-d'œuvre africaine. Cette relative cohésion sociale explique non seulement la faiblesse de la logique communautariste à Pemba, mais aussi et surtout la maigre réceptivité de la population de Pemba à l'idéologie divisionniste de la Révolution de 1964. Paradoxalement, c'est l'effacement des discriminations ethniques et sociales à Pemba qui a introduit une fracture politique majeure entre les deux îles, le parti issu de la Révolution (le CCM – *Chama Cha Mapinduzi*) étant longtemps majoritaire à Unguja, tandis que le parti d'opposition (le CUF – *Civic United Front*) a toujours été largement dominant à Pemba.

Enfin, l'idée que la religion musulmane omniprésente à Zanzibar pourrait représenter un élément fédérateur, transcendant les multiples formes de distances sociales et culturelles tiraillant la société insulaire mérite examen. En effet, derrière une apparente homogénéité, la communauté musulmane insulaire est en réalité constituée de trois différents groupes : les sunnites, certes très largement majoritaires, mais qui sont eux-mêmes composés des deux principales confréries chaféites et hanafites, les chiites, constitués des duodécimains, des bohoras et des ismaéliens et enfin des ibadites, une confrérie proche des sunnites (fig.2). Roman Loimeier parle même à cet égard de « polyphonie religieuse » (Loimeier, 2008) pour exprimer l'état de fragmentation du paysage religieux à Zanzibar.

C'est donc sur fond d'une extrême fragmentation ethnique, sociale, économique et culturelle qu'intervint le coup d'État sanglant du 12 janvier 1964, un mois après la proclamation d'Indépendance de Zanzibar, qui porta l'ASP (parti « pro-africain ») au pouvoir, avec Abeid Amani Karume à sa tête. Trois mois plus tard, dans un indescriptible chaos politique, les deux présidents respectifs de la République du Tanganyika et de la République populaire de Zanzibar signaient un traité d'union, donnant naissance à la République Unie de Tanzanie. Perçue d'emblée comme un contresens historique, culturel et politique aux yeux d'une grande partie des Zanzibari, cette Union, établie sans consultation préalable des populations concernées, fut littéralement vécue comme une annexion pure et simple. Elle fut véritablement l'élément déclencheur d'un processus de construction d'une identité collective, capable de transcender toutes les discordances internes, et fut destinée à être brandie comme un étendard face au pouvoir continental.

II - La fabrique identitaire

Très souvent dans les discours, la notion d'identité revêt une dimension essentialiste, autrement dit atemporelle et objective. Dans les sociétés insulaires en particulier, l'existence – au sens étymologique du terme (*ex sistere* : être hors de) – d'une identité collective semble aller de soi, comme si l'isolement supposé des îles avait contribué à forger des identités claires, fortes et tangibles, objectivées de l'intérieur par les sociétés insulaires elles-mêmes, comme de l'extérieur par le regard étranger. Or, dans les îles comme dans d'autres territoires, l'identité est en réalité un construit social qui se transforme en permanence dans l'espace et dans le temps, selon l'évolution des représentations mentales de ceux qui la produisent ou l'instrumentalisent.

Au même titre que l'identité personnelle, l'identité collective a moins le caractère d'une réalité objective que celui d'une représentation sociale construite, relevant aussi du mythe et de l'idéologie,

résumait Guy Di Méo (2002, p.177), faisant ainsi écho aux propos de Claude Lévi-Strauss qui concluait son séminaire en considérant que

l'identité est une sorte de foyer virtuel auquel il nous est indispensable de nous référer pour expliquer un certain nombre de choses, mais sans qu'il ait jamais d'existence réelle.

Produit d'une invention sans cesse renouvelée, l'identité n'existe donc pas en soi, même si, comme l'écrivait Denis-Constant Martin,

les actions entreprises sous sa bannière sont, elles, bien réelles. (Martin, 1994b, p. 16).

Cette fabrique identitaire relève en fait d'un double processus d'identification (comme le reflet d'un sentiment commun d'appartenance au groupe) et de différenciation (comme une façon de se distinguer des autres), suivant ainsi la logique de l'opposition constructive.

1 - L'invention du « mythe mobilisateur »

Au cours des dernières années, la société zanzibari n'a eu de cesse de décliner à l'envi les différentes composantes d'une identité forte et inaliénable, dépassant toutes les divisions internes.

La religion en forme l'un des principaux éléments. Les insulaires soulignent en effet l'extrême homogénéité religieuse de leur société, musulmane à plus de 97 % aujourd'hui, contrairement à la société tanzanienne dans sa globalité plus largement multiconfessionnelle – 35% seulement de la

population sont musulmans, 62% étant chrétiens³. Pour autant, à une échelle plus fine, non seulement la couleur religieuse zanzibari ne diffère guère de celle des régions littorales de la Tanzanie, restées très majoritairement musulmanes, mais surtout, à l'échelle insulaire, l'homogénéité de la communauté musulmane n'est qu'une apparence tant elle est traversée, comme nous l'avons vu plus haut, par de multiples lignes de clivage.

La langue, le kiswahili, représente l'autre pilier fort de l'identification zanzibari, au point même que d'aucuns font de Zanzibar l'épicentre de l'aire linguistique swahili. Ainsi, ce serait à Zanzibar qu'on parlerait le swahili le plus « pur » et qu'on se rendrait pour l'apprendre (à l'Institut de Recherche sur le kiswahili - *Taasisi ya Unchunguzi wa Kiswahili*). Cette situation s'explique en réalité par le fait que les Anglais avaient souhaité, dans les années 1930, harmoniser le kiswahili dans l'ensemble des territoires d'Afrique orientale, et plus particulièrement en Tanzanie où il donnait lieu à de multiples déclinaisons régionales. Dans cette perspective, ce fut le *kiunguja* (locution de la ville de Zanzibar) qui fut choisi comme base du kiswahili standard (Topan, 1998). L'homogénéité linguistique insulaire tranche en tout cas avec la pluralité continentale où, certes, le swahili demeure la langue officielle, mais où l'on recense pas moins de cent vingt langues correspondant à autant de groupes ethniques cohabitant dans le *mainland*.

Plus largement, la fabrique identitaire se fonde sur l'identification d'un certain nombre de valeurs et de pratiques sociales dont on postule qu'elles sont constitutives d'un « *zanzibari way of life* ». Le chercheur en anthropologie et Zanzibari Mohamed Saleh, qui a beaucoup écrit sur la question de l'identité zanzibari, affirmait même dans un ouvrage scientifique que les principaux fondements moraux de l'identité swahili à Zanzibar sont le respect, l'honnêteté, l'éthique et l'honneur.

Les valeurs swahilies ne sont pas seulement des concepts abstraits élaborés en langage swahili, elles constituent surtout les fondements de la vie quotidienne. Elles sont au cœur du *utu* de chacun, ce que l'on peut traduire littéralement par dignité et intégrité, voire plus : l'humanité, incluant gentillesse et bonté. [...] Bien que cupidité et corruption soient deux maux existant dans toutes les sociétés, les communautés swahilies de Zanzibar disposent de leur propre système de contrôle social qui décourage fortement de tels comportements.⁴ (Saleh, 2004, p. 146-147).

3 D'après le Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, 2010 - *International Religious Freedom Report*, 2010.

4 *Swahili values were not only abstract concepts elaborated in the Swahili language, but they also constituted the basis of day-to-day life in the society. They were the fundamentals of one's utu, which could literally be translated as dignity and integrity, or even more than that, humanity, including gentleness and*

Au-delà de la langue, de la religion et des valeurs morales réelles ou supposées, comment le territoire est-il mobilisé dans le processus d'identification collective à Zanzibar ? Un certain nombre de géographes se sont attentivement penchés sur cette question centrale de la relation entre l'identité et le territoire, des identités territoriales aux territoires identitaires (Di Méo, 2002, 2004, 2007 ; Gervais-Lambony, 2004 ; Guermond, 2006 ; Martin, 1994a, etc.). Si certains soutiennent que le rapport entre l'identité et le territoire n'est pas nécessaire, tous s'accordent en revanche à montrer combien le territoire, quand il est mobilisé, participe dans une large mesure de la légitimation identitaire. Dans cette logique, la particularité de la forme insulaire joue assurément un rôle essentiel dans le processus d'identification, car quel autre espace mieux que celui de l'île, clairement circonscrit et surtout visiblement séparé des autres configurations spatiales, peut donner, de façon aussi indiscutable, corps et matérialité à l'idéalité identitaire ? Développée dans un contexte plus général, la réflexion menée ici par Guy Di Méo prend tout son sens dans le cas insulaire :

Produire de l'identité collective revient souvent à fabriquer un mythe mobilisateur renforçant l'image (fausse ?) du groupe territorialisé en tant que totalité unifiée, au-delà même de ses diversités et de ses clivages réels. Dans ce processus, l'espace territorialisé joue toujours un rôle majeur, car le territoire revêt l'apparence, l'exemplarité d'une réalité que l'on veut concrète, pleine et tangible : bref une symbolique particulièrement parlante du groupe unifié. De plus, le territoire incorporé au processus identitaire d'une collectivité offre au pouvoir politique qui la gouverne l'opportunité d'une mise en scène efficace, d'une affirmation de légitimité. Tout simplement parce que le territoire forme la figure visible et lisible de l'identité sociale. Si la société se perçoit difficilement derrière les individus qui la composent, le territoire, lui, se cartographie et se borne. Il s'érige en figure palpable et tangible d'une réalité sociale plus insaisissable. (2002, p. 178).

Ainsi, l'identité insulaire semblerait d'autant plus légitime, réelle et incontestable qu'elle instrumentalise un territoire qui, dans sa forme spatiale même, bornable et saisissable, apparaît d'emblée spécifique.

Dans le cas de Zanzibar, incontestablement, l'insularité participe au modelage de l'identité, même si elle n'en constitue pas l'élément-clé. Kjersti Larsen l'avait déjà observé lorsqu'elle écrivait que

goodness.[...] Although greed and corruption have always existed in all societies, the Swahili communities of Zanzibar had their own system of social control which strongly discouraged such behaviour.

les hommes et les femmes de Zanzibar exaltent leur zanzibarité en se référant à ce qu'ils pensent être leur façon particulière d'être au monde : l'hospitalité, l'amitié, les convenances, l'esthétique, la langue swahilie, et pour la majorité de la population, la foi musulmane, plus que le fait d'appartenir au même lieu⁵. (Larsen, 2004, p. 123).

C'est également ce qui était ressorti d'une enquête menée à Zanzibar en 2002 et dont la question « qu'est-ce qu'être Zanzibari pour vous aujourd'hui ? » avait constitué l'objet central : les réponses, pourtant variées (être zanzibari, c'est être de Zanzibar, de l'océan Indien, swahili, musulman, etc..) n'avaient à aucun moment mentionné la moindre référence à l'insularité. Toutefois, l'enseignement le plus riche de cette enquête avait résidé dans les non-dits : pratiquement aucune des personnes interrogées n'avait répondu « je suis tanzanien », ou « je suis africain », alors même que l'île de Zanzibar est intégrée à la Tanzanie, et donc au continent africain, depuis 1964. C'est en soi un résultat particulièrement intéressant, car il révèle un aspect essentiel de la production identitaire : l'identification passe aussi et surtout par la différenciation.

2 - La construction du « eux »

Au niveau individuel comme au niveau collectif, l'identité est indissociable de l'altérité, comme si l'on était un peu plus Soi en étant différent de l'Autre.

S'identifier, et ce n'est là qu'un paradoxe apparent, revient à se différencier des autres tout en affirmant son appartenance à des catégories, des groupes, mais aussi des espaces. C'est une action qui procède par un jeu combiné de différenciation et d'assimilation de tout sujet en regard d'autres entités individuelles ou collectives. (Di Méo, 2007, p. 4).

En allant plus loin, la distinction apparaît même comme le principal ciment identitaire. La plupart des géographes qui ont exploré la dimension de l'identité insulaire s'accordent en effet sur la prééminence du processus de différenciation dans le procès identitaire.

L'îlénité, c'est la rupture ; un lien rompu avec le reste du monde.[...] Il y a des degrés dans l'îlénité, mais une île est d'autant plus île que la rupture est forte ou ressentie comme telle,

analysait à cet égard Joël Bonnemaïson (1991, p. 119) à propos de l'îlénité océanienne. De même, Françoise Péron articule une large partie de sa réflexion sur les îles du Ponant autour de la dialectique identité/différence.

5 Women and men simultaneously emphasize their Zanzibariness by referring to what they see as their particular way of being in the world: hospitality, friendliness, etiquette, aesthetics, the Swahili language and, for the majority of the population, their shared Muslim faith, rather than with being from the same locality.

Il s'agit toujours, fondamentalement, à la fois d'animer la vie sociale et de resserrer les liens entre les membres de la communauté autour d'une identité forte. Ce qui revient à accentuer culturellement sa différence vis-à-vis de l'extérieur, à l'entretenir, à la 'cultiver', à s'en réjouir, afin de se reconnaître entre soi et de retenir le maximum d'individus dans les limites géographiques nettement tranchées que l'île dessine déjà 'naturellement' sur l'espace marin. (Péron, 1993, p. 74-75).

À Zanzibar, on s'affiche d'autant plus zanzibari qu'on est différent de l'Autre, du continental qui est au mieux ignoré, au pire jugé menaçant et donc méprisé, ridiculisé, discriminé. La différenciation insulaire se fonde ainsi sur la xénophobie, au sens étymologique (du grec *xénos* : « étranger » et *phobos* : « rejet, peur »), c'est-à-dire littéralement le « rejet de l'étranger ». Kjersti Larsen rapporte ainsi un incident qui en dit long sur les représentations que les Zanzibari se font des continentaux. Accompagnant une famille zanzibari lors d'une promenade en voiture, elle raconte qu'à la vue d'un regroupement de personnes jouant aux percussions, Halima, la mère de famille, s'était écriée :

fait demi-tour, nous ne pouvons nous arrêter ici. C'est trop dangereux. Il y a beaucoup de *Waswahili* (des continentaux) ici. On ne sait jamais ce que ces gens peuvent faire lorsqu'ils sont en groupe.⁶ (Larsen, 2004, p. 125).

Les continentaux sont ainsi régulièrement accusés d'être des voleurs, des criminels, des trafiquants, responsables de toutes les déviances, de la propagation du Sida dans l'archipel, du chômage des populations locales à qui ils prennent le travail. Progressivement, la montée de la xénophobie a autorisé tous les amalgames, les continentaux devenant, aux yeux d'une grande partie des insulaires, non seulement des êtres dépourvus de toute éducation, dépravés et sous-civilisés – notons ici qu'en swahili, *mstaarabu* signifie une personne civilisée, signifiant ainsi l'association implicite arabes = civilisés, africains = non civilisés – mais aussi des chrétiens cherchant à porter atteinte à l'islam et à soumettre les musulmans. Les Zanzibari ont ainsi identifié puis qualifié leur ennemi, soit en usant du terme *Nyamwezi*, véritable insulte qui renvoie à la condition de sous-hommes des esclaves africains (les *Nyamwesi* forment en réalité une ethnie continentale, renvoyant par extension à l'ensemble des continentaux), soit même en les traitant de Zanzibara, formule très péjorative désignant les continentaux de Zanzibar.

Le « eux » et le « nous » solidement établis, les revendications politiques ont commencé à grossir dans cette société insulaire affichant une hostilité de plus en plus ouverte à l'égard des autorités et de la société continentales.

6 Turn the car, we cannot stop here. It may be dangerous. They are many Waswahili (people of mainland origin) here. We never know what these people might do when they are many of them together.

III - L'émergence d'un « zanzibarisme » vindicatif

Quels que soient le contenu et les fondements supposés des identités insulaires en général, il convient de souligner que celles-ci acquièrent une force et une légitimité telles qu'elles donnent naissance à un ensemble de discours et d'actions à caractère politique désigné par le néologisme d'insularisme. Comme tous les mots en « isme » (nationalisme, régionalisme, localisme, indépendantisme, irrédentisme, etc.), l'insularisme traduit la propension qu'ont certaines sociétés territorialisées – quelles que soient la forme et les dimensions du territoire en question –

à cultiver à l'excès leur spécificité, pour mieux affirmer leur identité culturelle ou bénéficier d'avantages non moins spécifiques. (Brunet, 1992, p. 258).

Forme d'instrumentalisation de l'îlénité, l'insularisme consiste ainsi à afficher, manifester, exalter son identité afin de justifier toute sorte de revendication politique (Morin, 2010 ; Taglioni 2010).

À Zanzibar, la construction d'une « zanzibarité » forte et particulièrement fédératrice a ainsi servi de ferment à un « zanzibarisme » d'autant plus virulent (photo 1), que les Zanzibari ont l'impression que tout est fait pour effacer leurs spécificités insulaires.

Ce ressenti enfle à mesure que le gouvernement central affiche sa détermination à réduire le sentiment identitaire à Zanzibar en y encourageant notamment l'immigration de continentaux dans une logique de « dilution » de la population insulaire. Fruit de cette résistance identitaire, la revendication insulariste s'est dès lors incarnée dans un parti politique, le CUF qui n'a eu de cesse, depuis la décennie 1990, d'affronter le parti au pouvoir, le CCM, demeurant dans une très large mesure sous le contrôle des autorités continentales (photo 2). La lutte contre « la politique colonisatrice de l'Union tanzanienne » est très vite devenue le cheval de bataille du CUF qui a inscrit au cœur de son projet politique une réforme complète des institutions fondée sur la construction d'une Union tricéphale, comprenant un gouvernement du Tanganyika, un gouvernement de Zanzibar – tous deux dotés d'une parfaite autonomie de fonctionnement et de décision –, et un Gouvernement Central, chargé des questions de défense et de politique étrangère. L'opposition CUF/CCM s'est ainsi d'emblée réduite à un affrontement entre les pro- et anti-autonomistes, ce qui explique le déroulement dramatique des trois épisodes électoraux de 1995, 2000 et 2005 au cours desquels le CCM recourut de manière systématique à la fraude et à la force.

La première grave crise politique depuis 1964 éclata ainsi avec les élections truquées de 1995 qui ne furent, en quelque sorte, qu'un coup d'État déguisé



Photo 1 - Sur un mur au fond d'une ruelle de Stone Town, un graffiti traduisant l'existence d'un mouvement autonomiste dénommé « Front de Libération de Zanzibar » (décembre 2002 – photo de l'auteure)



Photo 2 - Sur un autre mur les affiches montrent les deux candidats en présence : Maalim Seif, leader de l'opposition autonomiste (CUF), et Abeid Karume, président sortant appartenant au parti CCM pro-Union (août 2005 – *Ibid.*)

organisé par le CCM. Les lendemains furent bien pire encore, ponctués, surtout à Pemba où le CUF est majoritaire, d'arrestations arbitraires, d'actes de torture, de viols et d'incendies de maisons (Othman Hamad, 2008). Mais c'est certainement à l'issue du processus électoral de 2000 que la violence atteignit un paroxysme dans l'archipel zanzibari. À nouveau honteusement truquées, comme en témoignèrent les nombreux observateurs locaux et internationaux dépêchés sur place, les élections portèrent au pouvoir Amani Abeid Karume (photo 2), propre fils du dictateur Karume assassiné en 1972. Les semaines qui suivirent furent sous haute tension, marquées par de multiples actes de brutalité policière à l'encontre des opposants ainsi que de nombreuses arrestations. Le pire se produisit lors d'une manifestation en janvier 2001 au cours de laquelle la police et un contingent de l'armée continentale venu en renfort s'opposèrent violemment aux manifestants, faisant une soixantaine de morts et provoquant la fuite précipitée de plusieurs centaines de Zanzibari à l'étranger, en particulier au Kenya.

Le témoignage de Juneid (tabl. 2) illustre la violence de la répression exercée dans l'île par les autorités continentales via le pouvoir insulaire en

**Juneid : portrait d'un opposant politique à Zanzibar
(entretien en août 2005)**

Juneid est né en 1957 à Bwejuu, un village situé sur la côte Est de l'île d'Unguja, à Zanzibar. Issu d'une famille de pêcheurs, il devint instituteur après plusieurs années d'études. Dès le début des années 1990, il s'engagea en politique en militant pour la promotion du multipartisme – qui allait être finalement adopté en 1992 – ce qui lui valu d'être définitivement radié de son poste d'enseignant. Il s'impliqua alors davantage au CUF – le parti d'opposition –, dont il devint en 1995 le directeur chargé de la jeunesse pour toute la région Sud de Zanzibar, tout en assurant la survie de sa famille en tant que pêcheur.



Le 26 janvier 2001, quelques semaines après des élections particulièrement contestées, il est arrêté chez lui par la police. Il est torturé et battu à mort toute la nuit avant d'être relâché le lendemain. Au cours de la même nuit, il raconte que les arrestations arbitraires menées à Pemba ont fait 130 morts. Zanzibar était alors au bord de la guerre civile, entre les règlements de compte personnels, la torture à l'encontre des opposants et les assassinats de leaders du CCM.

Il reprend malgré tout le chemin de la lutte politique, préparant ardemment les élections d'octobre 2005 qui, d'après lui, ne pouvaient plus échapper au CUF et qui lui permettraient, du moins l'espérait-il, d'obtenir un poste dans le nouveau gouvernement. Pendant toutes ces années de lutte, il a suivi de nombreux entraînements destinés à lui apprendre à détecter et déjouer des filatures – ou à en mener lui-même –, à mentir en cas d'arrestation, à tirer – des séances de tir avaient régulièrement lieu en mer –, etc.

Finalement, les élections de 2005 déboutèrent une fois encore le CUF. Déçu, sans plus d'espoir, Juneid se retira de la vie politique. Souffrant d'hypertension, il est mort dans son champ, un jour du mois de mai 2008.

Tableau 2 - Témoignage de Juneid illustrant la violence de la répression exercée dans l'île par les autorités continentales, via le pouvoir insulaire en place.

place. En 2005, l'histoire bégaya avec des élections générales qui se déroulèrent à l'identique dans un contexte de tension, de harcèlement, d'intimidation et de violence. Si ce scrutin se déroula dans l'ensemble plus calmement qu'en 2000, ce n'est pas parce qu'il fut exempt de fraudes, mais parce que le déploiement de 35 000 militaires venus du continent quelques jours seulement avant le début des élections avait conduit les leaders du CUF à en appeler au calme afin d'éviter un nouveau bain de sang (Othman, 2008).

Si la mobilisation politique contre l'Union a pu donner lieu à tous les débordements de haine et à une atteinte inédite aux droits de l'homme, des scènes de « violence ordinaire » se multiplièrent dans l'île à l'encontre des immigrés africains – les Zanzibara – devenant les boucs émissaires de la montée de l'insécurité dans l'île. Au cours de l'été 2005 par exemple, des attaques commises contre des touristes sur la côte Est d'Unguja entre Paje et Bwejuu ont été instantanément imputées à des Continentaux, au motif que des Zanzibari ne pouvaient pas se livrer à de tels actes, et ont suscité la création de « milices » villageoises bien décidées à faire justice.

*

Dans une logique de résistance face aux velléités assimilatrices du Continent, la société insulaire s'est d'une certaine façon « zanzibarisée ». Si la recette n'est ni nouvelle, ni exceptionnelle à l'heure où les nationalismes, régionalismes, irrédentismes ou indépendantismes se radicalisent ici ou là, elle fait la preuve de son efficacité en transformant un mouvement d'opposition en ciment fédérateur. Une *zanzibarité* qui ne dit pas encore son nom est née, un concept qui n'est pas sans rappeler celui d'*ivoirité* dont la création porte, en d'autres lieux, peu ou prou les mêmes marques de fabrique.

Pour autant, le rapprochement qui a eu lieu en novembre 2009 entre le président sortant Amani Abeid Karume et le chef de l'opposition Seif Sharif Hamad a semblé inaugurer une ère de relatif apaisement. Cette reprise du dialogue a en effet débouché sur la tenue d'un référendum, le 31 juillet 2010, à l'occasion duquel la population zanzibari a plébiscité (à plus de 66%) la possibilité de mettre en place un gouvernement d'Union Nationale, principe désormais inscrit dans la constitution de Zanzibar (Fouéré, 2011). Toutefois, les élections d'octobre 2010 qui, une fois encore, ont confirmé le CCM au pouvoir avec 50,1% des voix, contre 49,9% pour l'éternel leader du CUF Seif Sharif Hamad, sont probablement annonciatrices de lendemains qui déchantent. Zanzibar, si loin de Dieu, reste toujours si près du continent.

Bibliographie

Bernardie-Tahir N., 2007 - Zanzibar aujourd'hui : la dialectique complexe d'un relais en panne. In : Bernardie N. & Taglioni F., dirs. - *Les dynamiques contemporaines des petits espaces insulaires*. Paris : Karthala, p. 267-278.

—, 2008 - De l'île-charnière d'hier à l'île-frontière d'aujourd'hui : Zanzibar à l'épreuve de l'africanisation. In : Bernardie-Tahir N., dir. - *L'autre Zanzibar. Géographie d'une contre-insularité*. Paris : Karthala, p. 339-352.

—, 2011 - *L'usage de l'île*. Paris : Ed. Petra, à paraître.

Bayart J.-F., 1996 - *L'illusion identitaire*. Paris : Fayard, 306 p.

Bonnemaizon J., 1991 - Vivre dans l'île – Une approche de l'îlénité océanienne. *L'Espace géographique*, Paris, n° 2, p. 119-125.

Brunet R., Ferras R. et Théry H., 1992 - *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*. Paris/Montpellier : Reclus, 470 p.

Crozon A., 1998 - Les groupes sociaux avant la révolution. In : Le Cour Grandmaison C. & Crozon A., dirs. - *Zanzibar aujourd'hui*. Paris : Ed. Karthala, p. 73-91.

Di Méo G., 2002 - L'identité : une médiation essentielle du rapport espace/société. *Géocarrefour*, Paris, Vol. 77, n° 2, p. 175-184.

——, 2004 - Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités. *Annales de géographie*, Paris, n° 638-639, p. 339-362.

——, 2007 - Identités et territoires : des rapports accentués en milieu urbain ? *Métropoles*, n° 1, revue en ligne. URL : <http://metropoles.revues.org/document80.html>

Fleury C., 2006 - *Discontinuités et systèmes spatiaux. La combinaison île/frontière à travers les exemples de Jersey, Saint-Pierre-et-Miquelon et de Trinidad*. Caen : Thèse de Doctorat, Université de Caen, 624 p.

Fouéré M.A., 2011 - Chronique des élections de 2010 à Zanzibar. In : dossier spécial « Tanzanie : l'imaginaire national à l'épreuve du post-socialisme ». *Politique africaine*, Paris, n° 121, p. 127-145.

Gervais-Lambony Ph., 2004 - De l'usage de la notion d'identité en géographie. Réflexions à partir d'exemples sud-africains. *Annales de géographie*, Paris, n° 638-639, p. 469-488.

Guermond Y., 2006 - L'identité territoriale : l'ambiguïté d'un concept géographique. *L'Espace géographique*, Paris, n° 4, p. 291-297.

Hobsbawn E. & Ranger T., 2006 - *L'invention de la tradition*. Paris : Éditions Amsterdam, 370 p.

Larsen K., 2004 - Change, continuity and contestation : the politics of modern identities in Zanzibar. In : Caplan P. et Topan F., dirs. - *Swahili Modernities*. Trenton (NJ) : Africa World Press, p. 121-143.

Lévi-Strauss C., dir., 1977 - *L'identité*. Paris : PUF Quadrige, 344 p.

Maalouf A., 1998 - *Les identités meurtrières*. Paris : Grasset, Livre de poche, 189 p.

Martin D.-C., dir., 1994a - *Cartes d'identité – Comment dit-on « nous » en politique ?* Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 304 p.

——, 1994b - Identités et politique – Récit, mythe et idéologie. In : Martin D.-C., dir. - *Cartes d'identité – Comment dit-on « nous » en politique ?* Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, p. 13-38.

Meistersheim A., 2001 - *Figures de l'île*. Ajaccio : Ed. DCL, 173 p.

——, 2007 - Figures croisées. *Revue Fora ! La Corse vers le Monde*, n°1, p. 8-11, en ligne. URL : http://www.revue-fora.org/Documents/Figures_croisees.pdf

——, 2008 - Du *riacquistu* au désenchantement - Une société en quête de repères ? *Ethnologie française*, Paris, Tome XXXVIII, n° 3, p. 407-413.

Péron F., 1993 - *Des îles et des hommes, l'insularité aujourd'hui*. Nantes : Éditions de la Cité, Éditions Ouest-France, 287 p.

Morin S., 2010 - L'insularisme ou le paradoxe territorial. In : Sevin O. & Chaleard J.-L., dirs. - *Comme un parfum d'îles*. Paris : PUPS, p. 411- 424.

Saleh M., 2004 - 'Going with the times' : conflicting swahili norms and values today. In : Caplan P. et Topan F., dirs. - *Swahili Modernities*. Trenton (NJ) : Africa World Press, p. 145-155.

Sanguin A.-L., 2007 - Périphéricité et ultrapériphéricité insulaires dans l'Union européenne. *L'Espace Politique*, n° 2. URL : <http://espacepolitique.revues.org/index857.html>

Taglioni F., 2005 - Les revendications séparatistes et autonomistes au sein des États et territoires mono- et multi-insulaires : essai de typologie. *Cahiers de géographie du Québec*, Montréal, vol. 49, n° 136, p. 5-18, en ligne. URL : <http://id.erudit.org/iderudit/012106ar>

——, 2006 - Les petits espaces insulaires face à la variabilité de leur insularité et de leur statut politique. *Les Annales de géographie*, Paris, n° 652, p. 664-687.

——, 2010 - L'insularisme : une rhétorique bien huilée dans les petits espaces insulaires. In : Sevin O. & Chaleard J.-L., dirs. - *Comme un parfum d'îles*. Paris : PUPS, p. 425-439.

Tissier J.-L., 2008 - Ainsi soit l'île swahilie... In : Bernardie-Tahir N., dir. - *L'autre Zanzibar. Géographie d'une contre-insularité*. Paris : Karthala, p. 7-9.

Todorov T., 1989 - *Nous et les autres – La réflexion française sur la diversité humaine*. Paris : Ed. du Seuil, 538 p.

Topan F., 1998 - Langue et culture swahili à Zanzibar. In : Le Cour Grandmaison C. & Crozon A., dirs. - *Zanzibar aujourd'hui*. Paris : Ed. Karthala, p. 247-258.

Résumé

Situé à quelques encablures seulement de la côte continentale tanzanienne, l'archipel de Zanzibar affiche ouvertement sa distance vis-à-vis du *mainland* avec lequel il entretient un rapport tumultueux depuis la naissance aux forceps de la République Unie de Tanzanie en 1964. Les dernières décennies ont en effet été marquées par la montée d'un fort ressentiment insulaire, confinant au conflit ouvert lors des trois épisodes de consultation électorale des années 2000. Au fil des années, alors même que mille et une fractures cisailent la société zanzibarie, une identité collective insulaire s'est paradoxalement construite suivant le double processus de l'identification/différenciation. Une fois établie, cette îléité a servi de fondement à la légitimation de la revendication autonomiste, alimentant un insularisme particulièrement vindicatif. L'exemple de Zanzibar représente un cas d'école intéressant dans la problématique des relations île(s)-continent et illustre bien les enjeux politiques de la fabrique identitaire.

MOTS-CLÉS : Tanzanie, Zanzibar, Insularité, insularisme, îléité, identité, distance, géopolitique.

| **Abstract** |

Zanzibar, so far from God and so near from the Continent

Located a short distance away from the mainland coast of Tanzania, the Zanzibar archipelago openly displays its distance vis-à-vis the mainland with which it has been developing a tumultuous relationship from the chaotic birth of the United Republic of Tanzania in 1964. The last decades have witnessed the rise of a strong discontent among the zanzibari population, bordering on open conflict during the three episodes of electoral process of 2000. Over the years, even though many fractures divide the zanzibari society, a paradoxical collective island identity has been built following the double process of identification / differentiation. Once established, the « islandness » has legitimated political claim for autonomy, fueling a particularly vindictive « insularism ». The example of Zanzibar is an interesting case study questioning the complexity of continent-island relations and illustrates the political stakes of the production of identity.

KEY-WORDS : *Tanzania, Zanzibar, Insularity, « Insularism », Islandness, Identity, Distance, Geopolitics.*